

STATUTS DE LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE TOUL

Titre I : But de l'association

Article premier. – Il est créé à Toul une Maison des Jeunes et de la Culture, association d'éducation populaire régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Sa durée est illimitée.

Son siège est à Toul (54200), 18 rue de la Halle.

Il pourra être transféré en tout autre lieu sur décision de son conseil d'administration.

Article 2. - Cette association a pour buts la création, la gestion et l'animation de la Maison des Jeunes et de la Culture de Toul.

La Maison des Jeunes et de la Culture, qui constitue un élément essentiel de la vie sociale et culturelle d'un territoire de vie : pays, agglomération, ville, communauté de communes, commune, village, quartier..., offre à la population, aux jeunes comme aux adultes, la possibilité de prendre conscience de leurs aptitudes, de développer leur personnalité et de se préparer à devenir les citoyens actifs et responsables d'une démocratie vivante.

Article 3. – A cet effet, elle peut mettre à la disposition de la population, dans le cadre d'installations diverses, avec ou non le concours de son directeur et de ses animateurs, des activités socio-éducatives et culturelles variées : pratiques, intellectuelles, artistiques, sportives, civiques, sociales, etc.

Article 4. – La Maison des Jeunes et de la Culture est ouverte à tous, à titre individuel.

Les mouvements de jeunesse, d'éducation populaire, ainsi que les associations et les organisations y sont accueillis aux conditions précisées au règlement intérieur.

Article 5. - La Maison des Jeunes et de la Culture est laïque, indépendante, respectueuse des convictions personnelles.

Elle s'interdit toute attache avec un parti ou une confession.

Elle s'engage à :

- assurer la liberté d'opinion et le respect des droits de la défense ;
- interdire toutes discriminations illégales ;
- veiller à l'observation des règles déontologiques du sport définies par le Comité National Olympique et Sportif Français ;
- respecter les règles d'encadrement d'hygiène et de sécurité applicables aux disciplines sportives pratiquées par leurs membres.

Article 6. – La Maison des Jeunes et de la Culture de Toul est affiliée à la Fédération Lorraine des M.J.C

Elle peut, en outre, adhérer à toute autre Fédération, dans le respect des présents statuts.

TITRE II : administration et fonctionnement

LES MEMBRES

Article 7. – L’association comprend :

1° les membres de droit et associés du conseil d’administration :

2° les membres adhérents régulièrement inscrits :

3° les membres honoraires ou fondateurs, personnes physiques ou morales ; les personnes morales régulièrement constituées sont représentées par un délégué ;

4° les membres d’honneur : ce titre peut être décerné par le conseil d’administration aux personnes qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l’association ; ce titre leur confère le droit de faire partie de l’assemblée générale.

Les membres de droit, les membres associés et les membres d’honneur ne sont pas tenus de payer une adhésion annuelle.

L’admission des membres associés, d’honneur, honoraire ou fondateur est prononcée par l’Assemblée Générale sur proposition du Conseil d’Administration.

Article 8. – La qualité de membre de l’association se perd :

1° par démission ;

2° par radiation d’office pour non-paiement de la cotisation, prononcée, après un préavis de trois mois, par le conseil d’administration ;

3° par radiation, pour faute grave, prononcée par le conseil d’administration, l’intéressé ayant été préalablement appelé à prononcer sa défense, sauf recours non suspensif devant l’assemblée générale qui statue en dernier ressort.

L’ASSEMBLEE GENERALE

Article 9. – L’assemblée générale se réunit sur convocation du président ou de son représentant adressée individuellement à chacun des membres au moins 15 jours avant :

- en session normale : une fois par an ;
- en session extraordinaire : sur la décision du conseil d’administration ou sur la demande du quart au moins des membres qui la composent.

Sont électeurs les membres de droit, les membres fondateurs, les membres d’honneur, les membres associés selon les modalités de l’article 12 et, les membres de l’association âgés de seize ans révolus à la date de l’assemblée générale, adhérents régulièrement inscrits et ayant par ailleurs :

- adhéré à l’association depuis plus de trois mois au jour de l’élection ;
- et acquitté les cotisations échues.

Article 10. – L’assemblée générale, réunie en session extraordinaire, ne délibère valablement que si le quart des membres est présent ou représenté.

Si ce quorum n’est pas atteint lors de la première réunion, une deuxième assemblée est convoquée au moins dix jours à l’avance, et elle délibère valablement quel que soit le nombre des présents.

POUVOIR DE L’ASSEMBLEE GENERALE

Article 11. – L’assemblée générale désigne au scrutin secret parmi les adhérents les membres élus au conseil d’administration et les membres associés. Elle peut les révoquer si la question figure à l’ordre du jour.

Elle désigne également soit le Commissaire aux Comptes soit les membres de la commission d'apurement des comptes.

Son bureau est celui du conseil d'administration.

Elle a pour mission de délibérer sur les questions portées à l'ordre du jour par le conseil d'administration, et notamment sur le rapport moral et financier.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos et le budget de l'exercice suivant et fixe le taux de l'adhésion annuelle des membres adhérents.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés, ou s'étant exprimé par correspondance ; chaque membre (personne physique ou morale) ne dispose que d'une seule voix. Chaque personne physique, présente à l'assemblée générale, peut disposer en outre de 2 pouvoirs au plus de membres représentés. Les décisions ne sont valables que sur les questions préalablement mises à l'ordre du jour.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Il est tenu un procès-verbal de l'assemblée générale. Il est signé par le président et le secrétaire en exercice, il est établi sans blancs ni ratures, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'association.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 12. – L'association est administrée par un conseil d'administration ainsi constitué :

1° des membres de droit :

- le maire de la commune ou son représentant, *sous réserve de son accord préalable explicite notifié par écrit au président*, et ou le président de la Collectivité territoriale ou son représentant, *sous réserve de son accord préalable explicite notifié par écrit au président* ;

- le Préfet du département ou son représentant, *sous réserve de son accord préalable explicite notifié par écrit au président* ;

- le Président de la Fédération Lorraine des MJC ou son représentant est membre de droit ;

2° Facultativement de 1 à 5 membres associés élus par l'assemblée générale.

Les membres associés peuvent être :

- Les représentants d'associations et/ou de mouvement de jeunesse et d'éducation populaire, d'associations sportives, de syndicats et d'association ou d'organisations pouvant enrichir la mise en œuvre du projet de la MJC

- des personnes choisies en raison de leurs compétences

a) des représentants d'associations et/ou de mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, d'associations sportives, de syndicats et, d'associations ou d'organisations pouvant enrichir la mise en œuvre du projet de la MJC,

b) des personnes choisies en raison de leur compétence particulière ;

3° de membres représentant le personnel de la MJC, désignés par lui dans le cadre des accords en vigueur dans la MJC

4° de 5 à 15 membres élus par l'assemblée générale.

Les membres élus doivent dans la mesure du possible, pour $\frac{1}{4}$ au moins être choisis parmi les membres de l'instance, adhérents de moins de 28 ans porteurs de projets ou pratiquant une ou plusieurs activités.

Pour l'élection des membres adhérents élus au conseil d'administration l'assemblée générale doit veiller :

- à rechercher une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes,

- à promouvoir la prise de responsabilité au sein de la MJC des jeunes dès 16 ans.

Le nombre des membres élus doit être au moins égal à celui des membres de droit et associés désignés aux 1^{er} et 2^e paragraphes précédents, plus un.

Les membres élus sont renouvelables par tiers tous les ans par l'assemblée générale. Les membres sortants sont rééligibles ; ils sont désignés par tirage au sort pour la première et la deuxième année.

En cas de vacances, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Article 13. – Le conseil d'administration se réunit sur convocation écrite du président adressée individuellement à chacun des membres au moins 8 jours avant :

- en session normale au moins une fois par trimestre ;
- en session extraordinaire lorsque son bureau le juge nécessaire ou sur demande du tiers au moins de ses membres présents ou représentés.

La présence du tiers au moins de ses membres est nécessaire pour la validité de ses délibérations. Il est tenu procès-verbal des séances.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

Article 14. – Le conseil d'administration élit parmi ses membres, au scrutin secret et pour un an, son bureau qui peut comprendre :

- un(e) président(e) ou un collègue de président(e)s;
- un(e) ou plusieurs vice-président(e)s ;
- un(e) secrétaire et, éventuellement, un(e) secrétaire adjoint(e) ;
- un(e) trésorier(e) et, éventuellement, un(e) trésorier(e) adjoint(e) ;
- un ou plusieurs membres.

Les membres du conseil d'administration, ceux du bureau et ceux de la commission d'apurement des comptes ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées. Toutefois, ils peuvent être indemnisés pour leurs frais réels. Le remboursement des frais de mission, de déplacement, ou de représentation, payé à des membres du conseil d'administration doit être approuvé par le conseil d'administration.

POUVOIR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 15. – Le conseil d'administration est responsable de la marche générale de l'association. En particulier :

- a) Il est le collectif employeur des salariés appointés par l'association. À ce titre il décide sur tous les aspects du contrat de travail qui le lie à ses salariés. Il donne son accord pour la nomination du directeur, de la directrice, de leurs adjoints, et des assistants appointés ou indemnisés par la Fédération ou mis à disposition par d'autres organismes ou collectivités. Il peut, en outre, décider de leur remise à disposition auprès de leur collectivité employeur dans le cadre des conventions signées avec elle.
- b) Il décide des conventions ou des contrats signés avec une tierce partie. Il peut le cas échéant les dénoncer.
- c) Il est responsable de la mise en œuvre des orientations votées par l'assemblée générale.
- d) Il arrête le budget, établit les demandes de subventions et à réception, il les utilise selon les règles en vigueur et se donne les moyens d'en rendre compte.
- e) Il décide du montant de la participation des adhérents aux activités et services.
- f) Il approuve le compte de résultat, le bilan et le rapport financier à proposer à l'assemblée générale annuelle.
- g) Il approuve le rapport moral et fixe les orientations à soumettre à l'assemblée générale annuelle.

- h) Il élabore, décide et évalue, les actions et les activités pédagogiques de l'association. Il lui est rendu compte de leur mise en œuvre. Il propose des suggestions à la Fédération Lorraine des MJC.
- i) Il désigne ses représentants à la Fédération Lorraine des MJC et, s'il y a lieu, ses représentants à la Fédération ou Union départementale et à l'Union locale si elle existe.
- j) Il est tenu procès-verbal des séances, les procès-verbaux sont signés par la ou le président(e) et la ou le secrétaire, après approbation de ceux-ci par l'instance suivante. Ils sont établis sans blancs ni ratures, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de la MJC.

Les délibérations du conseil d'administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations des immeubles nécessaires au but poursuivi par l'association, constitution d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant neuf ans, aliénation des biens dépendant du fonds de réserve et emprunts, doivent être soumises à l'approbation de l'assemblée générale.

Tous les autres actes permis à l'association sont de la compétence du conseil d'administration.

POUVOIR DU BUREAU

Article 16. – Le bureau assure la gestion courante de la MJC, il se réunit aussi souvent que l'association l'exige sur convocation du président.

- a) La ou le président(e) représente la MJC dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous les pouvoirs à cet effet.
- b) La ou le vice-président(e) assiste la ou le président(e) dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.
- c) Le secrétaire est chargé des convocations. Il établit ou fait établir le procès-verbal des réunions (bureau, conseil d'administration, assemblée générale). Il tient le registre prévu par l'article V de la loi du 1.07.1901.
- c) La ou le trésorier(e) établit ou fait établir sous sa responsabilité, les comptes de la MJC. Il procède, à l'exécution des dépenses, le directeur étant le gestionnaire.

Avec l'autorisation du conseil d'administration, la ou le président(e) peut déléguer partiellement ses pouvoirs, sous sa responsabilité, à un ou plusieurs mandataires, membres ou non du conseil d'administration.

CONTROLE INSTITUTIONNEL

Article 17. - Le conseil d'administration précise son règlement intérieur.

Article 18. –Lorsqu'au conseil d'administration ou à l'assemblée générale une décision concernant des questions de principe général est prise, suite à l'avis du préfet ou du représentant de la Fédération Lorraine des MJC, ou sur initiative d'un tiers au moins des membres du conseil d'administration ou de l'assemblée générale, la Fédération Lorraine des MJC doit approuver ladite décision, notamment celle qui se rapporte à l'article 7 de ses statuts.

TITRE III : COTISATIONS ET RESSOURCES

Article 19. – Les recettes annuelles de l'association se composent :

- 1° des cotisations de ses membres ;
- 2° des subventions diverses en provenance notamment : de l'Europe, de l'Etat, de la Région, du Département et des autres collectivités territoriales et locales, ainsi que d'établissements ou collectivités publiques ou privés ;
- 3° du produit des libéralités dont l'emploi est autorisé au cours de l'exercice ;
- 4° des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- 5° du produit des ventes et des redistributions perçues pour service rendu.

Article 20. – Il est tenu une comptabilité selon les normes du Plan Comptable Général et les règles comptables spécifiques demandées par les instances compétentes, faisant apparaître annuellement un compte de résultat, un bilan et une annexe.

La MJC se donne les moyens de pouvoir justifier chaque année auprès du Préfet du département du Ministre de l'intérieur et du ministre délivrant l'agrément jeunesse et éducation populaire de l'emploi des fonds provenant de toutes les subventions publiques accordées au cours de l'année écoulée.

TITRE IV : MODIFICATION DES STATUTS, DISSOLUTION

Article 21. – Les statuts ne peuvent être modifiés que :

- sur proposition de la Fédération Lorraine des MJC ;
- ou du conseil d'administration ;
- ou du quart au moins des membres qui composent l'assemblée.

Le texte des modifications doit être communiqué aux membres de l'assemblée générale et au siège de la Fédération Lorraine des MJC, au moins 1 mois avant la réunion de l'assemblée générale.

L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié plus un des membres qui la composent sont présents ou représentés. Si l'assemblée générale n'atteint pas ce quorum, une deuxième assemblée générale est convoquée au moins quinze jours à l'avance et elle délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés et qu'après approbation de la Fédération Lorraine des MJC.

Article 22. – L'assemblée générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association et convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre au moins la moitié plus un des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et, cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents. Dans tous les cas, la dissolution ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

La Fédération Lorraine des MJC est habilitée à convoquer une AG de dissolution en cas de vacance des instances dirigeantes.

La Fédération Lorraine des MJC peut prononcer la radiation de la MJC pour :

A – infraction grave (voir les statuts de la Fédération Lorraine des M.J.C.) ;

B – pour mauvaise gestion financière ;

C – pour infraction grave ou répétée aux principes de et aux règles fondamentales découlant des statuts et du règlement intérieur établi par la Fédération Lorraine des MJC.

Dans ce cas, la MJC est désaffiliée de la Fédération et perd son sigle MJC

Article 23. – Les délibérations de l'assemblée générale prévues aux articles 21 et 22 sont immédiatement adressées au Préfet ainsi qu'à la Fédération Lorraine des MJC. Elles ne sont valables qu'après avoir été approuvées par la Fédération Lorraine des MJC.

Article 24. – En cas de dissolution, la Fédération Lorraine des MJC est chargée de la liquidation et de la dévolution des biens, sous le contrôle du Préfet de département ou de son représentant.

TITRE V : CONTROLE DES AUTORITES PUBLIQUES

Article 25. – Le président doit faire connaître dans le mois suivant, à la Fédération Lorraine des MJC d'une part et, d'autre part, à la Préfecture du département où l'association a son siège social, tous les changements survenus dans l'administration ou dans la direction de l'association.

Il doit être tenu, au siège social, un registre spécial coté et paraphé sur chaque feuille par le Préfet ou son délégué ou par le sous-Préfet. Sur ce registre doivent être inscrits, de suite et sans blanc, les modifications apportées aux statuts et les changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association, avec mention de la date des récépissés.

Les registres de l'association et les pièces de comptabilité sont représentés sans déplacement sur toute réquisition du Ministre de l'intérieur, et ou du Ministre ayant en charge la jeunesse et l'éducation populaire, du Préfet et du président de la Chambre Régionale des Comptes, à eux-mêmes ou à leurs délégués, ou à tout fonctionnaire accrédité par eux.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année au ministre ayant en charge la jeunesse et l'éducation populaire par l'intermédiaire de la Fédération Lorraine des MJC.

Article 26. – Le ministre de l'Intérieur, le ministre en charge des associations de jeunesse et d'éducation populaire et leurs agents, le Préfet du département ont le droit de faire visiter par leurs délégués les établissements fondés par l'association et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

Fait à ...TOUL..... le ...23 mars 2024

La Présidente
Catherine BRETELOUX

La secrétaire
Danièle BOLMONT



Affiliée à la Fédération Lorraine des MJC.